Dr Lucien RADIER

57 ans, marié, 3 enfants Conseiller Général Maire-Adjoint de Périers Palmes académiques



Candidat Centriste
de Défense des Intérêts locaux
soutenu par
le Centre Démocrate
et les Réformateurs

Suppléant

Georges CARBONNEL

Exploitant agricole Maire de Ver



ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs,

Si je suis candidat à la députation avec mon suppléant, Georges Carbonnel, c'est d'abord en raison de l'état CATASTROPHIQUE de l'EMPLOI dans notre circonscription :

- la DÉCENTRALISATION INDUSTRIELLE avait apporté des espoirs qui ont été cruellement déçus. Coutances et Granville sont réduites peu à peu au rôle de chefs-lieux de cantons qu'on oublie dans les plans d'aménagement, puis que l'on rattache pudiquement à une ville voisine;
- le **DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE** dont on nous vante les mérites et qu'il faut promouvoir avec vigueur, ne sera jamais qu'un appoint

et nous voyons, la rage au cœur, nos jeunes s'expatrier pour aller chercher ailleurs un travail que nous n'avons pas été capables de leur fournir ici.

Si nous en sommes arrivés là, c'est que notre circonscription est la « lanterne rouge » d'un département qui n'est pourtant guère favorisé.

Elle est la dernière sur le plan des télécommunications et notamment du téléphone...

Elle est la dernière sur le plan de l'équipement routier qui a été négligé d'une façon incroyable et n'a pas changé depuis 15 ans (le désenclavement de Coutances par Bayeux-Saint-Lô et de Granville par Villedieu, programmé à la région, n'a pu être réalisé avant le récent transfert des routes au département)...

Elle est la dernière sur le plan des relations ferroviaires...

Un tel sous-équipement est un handicap insurmontable pour le développement de notre région. Il est scandaleux dans un pays qui a, dit-on, le « maillot jaune » de l'expansion.

. . .

Coutances

a ш O

O

Je me battrai, si je suis élu,

pour que l'Etat cesse de gaspiller les fonds publics dans des projets ruineux et souvent inefficaces, comme l'ont été la « filière atomique » ou la construction des abattoirs de La Villette.

pour qu'il réduise les dépenses de prestige et celles du programme nucléaire militaire.

Ces ressources dégagées,

je me battrai

pour un vigoureux effort d'équipement de notre circonscription (routes, rail et téléphone) :

condition d'une INDUSTRIALISATION adaptée à notre armature urbaine, créant des emplois aux salaires décents,

seul moyen d'arrêter l'exode rural et de stimuler le commerce et l'artisanat.

Je me battrai

pour une politique de JUSTICE SOCIALE

qui donne à la mère au foyer,

aux retraités de toutes catégories,

aux Anciens Combattants, Prisonniers de Guerre,

aux handicapés,

les moyens de vivre dignement;

- qui établisse une véritable égalité des chances pour les enfants des ruraux comme des citadins, par la création de classes maternelles supplémentaires et par une aide accrue au ramassage scolaire qui pèse lourdement sur le budget des communes rurales ;
- qui assure des revenus corrects aux agriculteurs, maraîchers et pêcheurs, par une garantie des prix à la production dans le cadre européen et par une recherche active des débouchés :
- qui simplifie la fiscalité des commerçants et artisans (la patente, anachronique et injuste, doit être abandonnée) et réduise le taux de la T.V.A. en l'alignant sur le taux européen.

Je me battrai

pour une POLITIQUE AGRICOLE COHÉRENTE, à longue échéance, qui permette à l'exploitation agricole familiale ou de groupement de prévoir son avenir et de le préparer : il est inadmissible qu'on incite les agriculteurs à abattre leurs vaches, pour se plaindre ensuite du manque de veaux ou qu'on les pousse à construire des porcheries et que, 18 mois plus tard, on fasse chuter les cours par des importations massives.

Je me battrai

pour une vraie régionalisation.

La région, actuellement dirigée par le Super Préfet, doit être libérée de la tutelle parisienne,

et prise en main par vos propres élus, afin de décider elle-même de son avenir culturel, économique et touristique,

l'Etat donnant à la région (sans augmentation de la fiscalité) les moyens financiers correspondant aux charges qu'il lui transférera.

De même les collectivités locales qui ont de nombreux services à assurer doivent disposer de moyens plus importants. Or, aujourd'hui, sur 100 F d'impôts que nous payons, 85 vont à l'Etat et 15 seulement aux communes et au département réunis. Il faut qu'une part plus importante de l'argent public soit utilisée sur place et sous votre contrôle.

Je me battrai enfin

pour que la FRANCE s'attache fermement à construire une Europe monétaire, sociale, économique et politique, seule capable de faire face aux super puissances et d'apporter une aide efficace et désintéressée au tiers-monde.

Pour un changement dans l'ordre et le respect des institutions

VOTEZ D' Lucien RADIER

Suppléant :